

Le temps des cavaliers seuls est-il de retour en Europe ?

ANALYSE

Comme à chaque fin de Conseil européen, chacun voit le verre à moitié plein. On retiendra toutefois que les Vingt-Sept n'ont pas réussi vendredi à se mettre d'accord sur deux des idées dont avait accouché le sommet de Versailles sous présidence française : la mutualisation de l'achat et du stockage de gaz, afin de faire baisser les prix et d'illustrer la solidarité des Européens face au chantage énergétique de Vladimir Poutine. Et la perspective de découpler au niveau européen les prix du gaz et de l'électricité pour éviter que la flambée de l'un n'entraîne l'explosion de l'autre.

Rien ne dit que l'UE ne parviendra pas à relever ce défi d'ici à fin 2022. Mais la façon dont l'Allemagne, l'Italie et la France affrontent cette crise, chacune de leur côté, ne donne pas une bonne image de l'Europe. D'abord aux pays de l'UE frontaliers de la Russie qui craignent de voir Moscou profiter de cette désunion. Mais aussi aux opinions publiques des trois premières économies de l'Union qui voient leurs dirigeants en échec d'audace et de compromis.

« On a vu ça au début de la pandémie, c'était chacun pour soi, que

ce soit sur les masques puis sur les vaccins, rappelle Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Mais au bout de deux mois, tout le monde s'est rendu compte que personne ne pouvait y arriver tout seul. Aujourd'hui, même avec un bouclier tarifaire de 200 milliards d'euros, le chancelier Scholz n'aura pas les moyens de tenir. »

Pendant la pandémie, Français et Allemands ont convaincu les autres membres de la justesse d'un plan de relance européen basé sur un emprunt commun. Idem sur l'Ukraine avec l'idée de mettre la main au pot commun pour financer les livraisons d'armes à Kiev. Que fera l'Italie de Giorgia Meloni, qui vient de nommer deux pro-UE dans son gouvernement – Antonio Tajani aux Affaires étrangères et Giancarlo Giorgetti à l'Économie ? Avec la dette italienne avoisinant les 150 % du PIB, cette réconciliatrice des droites bénéficie du contre-exemple de Liz Truss au Royaume-Uni, dont le « cavalier seul » sur le budget l'a menée en quelques semaines dans le mur, sans comprendre que c'est le Brexit, en grande partie, qui est responsable de la crise économique britannique. Bref, les solutions, surtout en guerre, sont collectives. ●

FRANÇOIS CLEMENCEAU